

Le 17 février 2025

Messieurs les Directeurs généraux de Socapalm, Socfinaf et Socfin,
Messieurs les membres des Conseils d'administration (*)

Le Groupe Socfin contrôle, via ses filiales, plus de 58.000 hectares de plantations de palmiers à huile appartenant à la Socapalm (Cameroun), qu'il a acheté lors de sa privatisation en 2000. Depuis 2021, la Socapalm – qui est détenue majoritairement par la Socfinaf, une holding luxembourgeoise détenue en partie par le groupe Bolloré – replante des palmiers pour rajeunir sa plantation à Edéa, dans le Sanaga-Maritime. Ce projet de *replanting* crée d'énormes difficultés pour les communautés riveraines. Elles manquent d'un espace vital pour subvenir à leurs besoins et vivre dignement. Même les sites sacrés sont désacralisés. Les femmes notamment revendiquent l'accès à leurs terres coutumières pour se nourrir, mais se voient privées de liberté de mouvement. Cette situation a conduit à un conflit ouvert entre les riverain·es et la Socapalm. Ce conflit affecte négativement la vie des gens, ainsi que la cohésion sociale, et doit être résolu.

Ce que nous comprenons :

- Le *replanting* a lieu près des habitations des villageois·es d'Apouh à Ngog. Les droits fonciers de la Socapalm dans la région sont complexes et font l'objet de litige depuis longue date. Les villageois·es d'Apouh s'attendaient à ce que la coupe des vieux palmiers leur permette de récupérer des terres – un « espace vital », comme prévu notamment par le bail emphytéotique conclu en 2000 entre l'Etat du Cameroun et la Socapalm – mais il n'en est rien.
- Les femmes d'Apouh se sont organisées au sein de l'Association des femmes riveraines de la Socapalm Edéa (AFRISE), qui mène le plaidoyer. Entre 2021 et 2024, l'AFRISE a soumis des preuves documentaires, des témoignages et des demandes à la Socapalm, aux autorités locales et aux organismes gouvernementaux, tels que le Ministère des Affaires foncières (2022) et la Commission des droits de l'homme (2024). Elle a même demandé l'intervention du Président de la République, S.E. Paul Biya (2023).
- La Socapalm a pris certaines mesures en réponse – invitations au dialogue, appels à l'apaisement – mais ils n'ont pas résolu la situation. Vu l'incapacité des différents acteurs et autorités à répondre aux demandes légitimes des femmes, celles-ci ont pris le courage de pénétrer sur les terres occupées par la Socapalm et planter des bananiers plantains sur leurs terres coutumières pour leurs besoins de subsistance. En réponse, elles ont reçu une sommation d'arrêter leurs actions sous peine d'amende ou d'emprisonnement.

Ce qui se passe autour de la Socapalm à Edéa se produit également – de différentes manières et sous différentes formes – autour d'autres plantations de la Socfin, notamment au Nigeria, au Cambodge, en Sierra Leone, au Liberia, au Ghana et dans d'autres régions du Cameroun. Ces faits ont été documentés très récemment par les consultants que vous avez engagés, la [Fondation Earthworm](#), et ne vous sont donc pas étrangers. Dans la plupart des cas (58 %), la Fondation Earthworm a trouvé que les dénonciations des communautés concernant l'accaparement des terres, le manque d'accès à la terre, la pollution des sources d'eau, les violences faites aux femmes, les abus des droits des travailleurs et d'autres choses encore étaient soit « fondées » soit « partiellement fondées ».

Les fonds de pension [suisse](#)s et [norvégiens](#) ont été alertés et invités par leurs associés à se désinvestir de Bolloré SE en raison de son implication dans Socfin et de son lien avec ces injustices précisément. Des investisseurs basés au Royaume-Uni envisagent actuellement des actions similaires pour les mêmes raisons.

Le conflit foncier à Apouh est urgent et doit être résolu. La paix et le respect des droits des communautés locales affectées par vos activités doivent être garantis.

En tant que citoyens, citoyennes et organisations concernés, nous vous demandons de répondre aux revendications des villageois et villageoises d'Apouh et des autres communautés affectées par les activités de Socfin en Afrique et en Asie. Concrètement et de manière urgente, dans le cas des communautés d'Apouh, il vous est demandé de donner libre accès aux terres coutumières limitrophes aux villages concernés et de mettre un terme à toute action actuelle ou future de nature à criminaliser les villageois et villageoises.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées,

Action Justice Climat Paris, France
Alliance for Rural Democracy (ARD), Liberia
Association des Jeunes Agriculteurs de Casamance, Sénégal
Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique, France
Attac France, France
Bunong Indigenous People Association (BIPA), Cambodge
Collectif des Promoteurs Engagés du MADE In Cameroun (COPEMIC), Cameroun
Collectif pour la défense des terres malgaches - TANY, Madagascar/France
Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM), international
EPER (Entraide Protestante Suisse), Suisse
Faucheurs volontaires d'OGM Bretagne, France
Federasi Serbuk Indonesia West Kalimantan, Indonésie
FIAN Belgium, Belgique
FIAN Switzerland, Suisse
Gabriela Southern Mindanao Region, Philippines
GRAIN, international
Institute of Research and Advocacy (Link-AR Borneo), Indonésie
Jaringan Jaga Deca, Indonésie
JVE Côte d'Ivoire, Cote d'Ivoire
Les Soulèvements de la terre, France
Milieudefensie, Pays-Bas
Nous Sommes la Solution, Sénégal
Nurhanudin Achmad Sawit Watch, Indonésie
OnEstEnsemble, Cameroun
Perempuan Mahardika, Indonesia
Ponlok Khmer Organization, Cambodge
Public Eye, Suisse
ReAct Transnational, France
Réseau d'Afrique du Nord pour la souveraineté alimentaire (Siyada), MENA/Maroc
Réseau des Acteurs du Développement Durable (RADD), Cameroun
Rettet den Regenwald, Allemagne
Sawit Women Educational Group, Indonésie
Serikat Buruh Migran Indonesia Nusa Tenggara Timur, Indonésie
Serikat Pekerja Sawit Indonesia, Indonésie

SOLIFONDS, Suisse
SYNAPARCAM, Cameroun
The Oakland Institute, États-Unis
Towards Organic Asia, Thaïlande
Transnational Palm Oil Labour Solidarity (TPOLS) Network, Indonésie
Unyon ng mga Manggagawa sa Agrikultura (UMA), Philippines

Individus : Michèle Decaster, France ; Alexandre Duparc, France ; Emmanuel Elong, Cameroun ; Prudence Aimée Evina Zéh, Cameroun ; Océane Foix, France ; Afifah Golda, Indonésie ; Trisna Harahap, Indonésie ; Salma Rizkya Kinasih, Indonésie ; Kokom Komalawati, Indonésie ; Indro Laksono, Indonésie ; André Evina Ndengue, Cameroun ; Sylvie Ndongo, Cameroun ; Félix-Marcel Obam, Cameroun ; Mrudula P, Inde ; Fahmi ; Panimbang, Indonésie ; Hariati Sinaga, Indonésie ; Marie Henriette Tabi F. née Zobo, Cameroun ; Aisha Utami, Indonésie

Avec le soutien de : Sherpa, France

(*) Cyrille Bolloré, Vincent Bolloré, Dominique Cornet, Eric de Foresta, Olivier Dontsop, François Fabri, Hubert Fabri, Philippe Fabri, Daniel Haas, Abdoulaye Hayatou Well, Régis Helsmoortel, Frédéric Lemaire, Joseph Owona Kono, Gbenga Oyebode, George Quarteng-Mensah, et les sociétés AFICO, SOCFIN et SOCFINAF

CC : Fondation Earthworm